

Signature du protocole autorisant 30 retenues d'eau sur le Clain

Dossier de la rÃ©action de H2o
November 2022

C'est ce que l'on appelle avoir le sens du timing. Seulement cinq jours ont passÃ© depuis la manifestation Ã Sainte-Soline, dans les Deux-SÃ“vres, et voilÃ que le prÃ©fet de la Vienne a signÃ© le 3 novembre, le protocole prÃ©figurant la construction de 30 retenues d'eau du bassin du Clain. Le lancement de ce projet a Ã©tÃ© officialisÃ© en fin d'aprÃ¨s-midi en partenariat avec les communautÃ©s de communes du Haut-Poitou, des VallÃ©es du Clain et du Civraisien-en-Poitou. En juillet dernier, une premiÃ¨re mouture avait Ã©tÃ© rejetÃ©e tant par la chambre d'agriculture que certaines collectivitÃ©s, dont la mÃ©tropole Grand Poitiers.Â Cette ultime version prÃ©voit la construction de 30 bassines, contre 41 dans la prÃ©cÃ©dente, pour un total de 8,9 millions de mÃ³tres cubes d'eau qui pourront Ãªtre mis Ã la disposition de 153 exploitations agricoles de la Vienne. En contrepartie, ces exploitants s'engagent Ã rÃ©duire leur impact environnemental en restaurant une partie des cours d'eaux et zones humides affectÃ©es par le projet, mais aussi en rÃ©duisant leur usage des pesticides.

Les opposants Ã ce projet de mÃ©tabassines ont dÃ©noncÃ© un passage en force.Â "C'est une concertation Ã l'image du protocole des bassines en Deux-SÃ“vres",Â a estimÃ© Romain Guillot, le prÃ©sident de l'associationÂ %co-venir. "Au dÃ©but il y avait plein de signataires et des associations Ã©cologistes et maintenant ils se retrouvent dans un entre-soi." Une position partagÃ©e par la maire de Poitiers LÃ©onore Moncond'huy, faisant Ã©tat sur sa page Facebook, des risques d'une telle mÃ©thode.Â "Ce passage en force est extrÃ¢mement dangereux, alors que les tensions augmentent partout autour des usages de l'eau." "Ces retenues sont de fausses solutions, inadaptÃ©es au changement climatique. Aujourd'hui, et encore plus demain, l'eau sera plus rare : ces projets n'en tiennent pas compte",Â alerte l'Ã©lue qui, comme d'autres Ã©lus Ã©cologistes, demande un moratoire pour unÂ "vrai projet de territoire pour la gestion de l'eau".

France 3 RÃ©gions/France Info